



npa2009.org

DIALOGUE SOCIAL: L'ARNAQUE ET LE CHANTAGE

Lundi dernier, lors de sa 4^{ème} conférence sociale, Hollande a encore une fois vanté les prétendus bienfaits du dialogue social. Or dans ce dialogue entre « partenaires sociaux » -patronat et syndicats-, il n'y a de gagnant que le patronat qui impose sans arrêt de nouveaux reculs, de nouvelles régressions sociales aux travailleurs et à la population pour satisfaire sa soif de profits et grossir les dividendes des actionnaires.

DICTATURE ET VIOLENCE PATRONALES

Car, en fait de « dialogue », il s'agit d'une dictature, celle du fric, qui tente de nous imposer des charges de travail toujours plus insupportables, qui bloque nos salaires, qui impose le recul de l'âge de la retraite, 63 ans maintenant pour les retraites complémentaires, qui fabrique chaque mois toujours plus de chômeurs/euses.

Une dictature violente pour les 5 millions de privéEs d'emplois, pour les ouvrierEs dont l'espérance de vie est de près de 10 ans inférieure à celle de catégories plus riches de la société. Violente pour cette majorité de jeunes, notamment les femmes qui sont surexploitéEs, recrutéEs pendant des années en CDD, intérim, stages et contrats précaires. Violente pour les immigréEs, les sans-papiers, les réfugiéEs, confonduEs dans le même rejet, la même discrimination, la même répression.

Une violence faite d'inégalités insupportables avec des patrons du CAC 40 volant largement au-dessus des pilotes de ligne avec une moyenne annuelle de 4,2 millions d'euros, en augmentation régulière, contrairement à nos salaires qu'ils bloquent sous couvert de crise.

Une violence qui s'exerce avec la complicité totale du gouvernement. Valls, qui avait traité les

salariés d'Air France de « voyous », est complètement solidaire de leur direction et met la police et la justice à sa disposition. Un Ministère du travail, une police, une justice totalement au service du patronat pour réprimer un médecin du travail chez PSA ou une inspectrice du travail à Annecy qui ont simplement osé mettre en cause la dictature patronale.

TOUS AVEC LES «VOYOUS» D'AIR FRANCE

Les organisations syndicales, représentant des salariéEs, qui participent à cette conférence sociale, portent une responsabilité importante en cautionnant le matraquage du gouvernement et des médias. Et c'est bien la moindre des choses que la CGT ait au final refusé de s'y rendre. Car il n'est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement au service du Medef et des riches, sans se préparer à l'affronter.

Les patrons eux ne connaissent qu'une seule forme de dialogue social : la violence des conditions de travail, du chantage à l'emploi, de la répression. Et face à cette violence, celle des salariéEs est toujours, non seulement légitime mais le plus souvent la seule méthode pour faire reculer le patronat, le gouvernement.

C'est pourquoi, avant comme après cette Conférence sociale, notre objectif, celui des organisations syndicales, politiques, associatives qui refusent la régression sociale est celui de la mobilisation. Mobilisation aux côtés de ceux d'Air France et tout d'abord le 22 octobre devant l'Assemblée nationale, puis le 2 décembre lors du procès des salariéEs /otages au tribunal de Bobigny. Mobilisation contre le projet de démolition du Code du travail, de l'affaiblissement du droit du travail au détriment des salariéEs.

20 Octobre 2015

PRENDRE CONTACT
NPA - 2 rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil
Adresse :
.....
.....
ecrire@npa2009.org
Nom :
Prénom :
Tel :/...../...../.....
Mail :
@.....



NPA NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
npa2009.org